

L'École laïque remise en cause ?

Appel à soutien

Depuis quelques années, mais avec une intensification ces derniers mois, l'Education Nationale fait l'objet d'une offensive sans précédent de la part des courants qui tout à la fois remettent en cause l'approche de genre, nient la réalité et la légitimité des familles homoparentales et veulent nous imposer leur vision de la famille traditionnelle comme la seule et unique référence.

Ces mêmes courants de pensée s'opposent à une éducation à la sexualité qui propose, à partir des questions des jeunes, d'aborder sans tabou, les représentations de la sexualité, l'orientation sexuelle et anime des espaces de parole sans jugement permettant de dépasser les seuls points de vue médicaux, hygiénistes et préventifs, pour privilégier une approche relationnelle de la sexualité.

Aider à construire une identité sexuée débarrassée des stéréotypes par une réflexion sur les rapports sociaux de

sexes est une dimension fondamentale de l'accompagnement éducatif. C'est aussi une étape nécessaire pour lutter contre les violences de genre, et dans la marche vers l'égalité entre les femmes et les hommes dans la société.

Dans cette perspective, c'est bien l'ensemble des acteurs de l'Education qui est concerné, bien au-delà des seules séances prévues - mais non réalisées - d'éducation à la sexualité par la circulaire du 17 février 2003 de l'Education Nationale (3 séances par an pour chaque niveau scolaire du CP à la terminale).

Ainsi, les débats qui émergent autour des contenus des programmes témoignent de la volonté d'empêcher les jeunes en milieu scolaire de s'approprier les réflexions et les débats qui se posent dans la société.

La perspective que proposent ces courants de pensée fortement liés aux églises et à leurs valeurs sur les ques-

tions de contraception, sexualité, déniaient l'apport des connaissances scientifiques, n'a pas de légitimité dans l'école publique.

La laïcité, une des valeurs fortes de l'école, doit garantir à toutes et tous, l'accès aux informations et aux connaissances, la possibilité de débattre pour se construire en citoyen libre et responsable

Nous signataires, qui militons pour une société ouverte et plurielle, ne pouvons accepter ce projet de société et serons vigilantEs sur ces enjeux.

**On diffuse,
on signe,
on fait signer !**

ecolelaiqueencause@gmail.com

L'appel et ses signataires sera remis aux candidatEs à la Présidentielle début mars 2012

CENEA

la ligue de
l'enseignement
un avenir par l'éducation populaire


leo lagrange
FEDERATION


le planning
familial


LDH

Pourquoi nous lançons cet appel ?



La Laïcité au cœur du pacte républicain.

La laïcité est un des principes fondamentaux de notre société, un facteur essentiel d'unité. Elle est aujourd'hui remise en cause directement par ceux mêmes qui ont mission de la garantir.

Les CEMEA exigent de l'Etat et de l'ensemble des pouvoirs publics de respecter et de faire appliquer pleinement les principes qui fondent la Laïcité

Les CEMEA, pour leur part, continueront d'agir au travers de leurs actions pour une éducation à la mixité, au vivre-ensemble de lutter contre les comportements et les attitudes qui vexent, humilient, stigmatisent les individus repérés comme les plus vulnérables. Pas de mutisme, de l'engagement et du positionnement !

C'est pourquoi les CEMEA signent et appellent à signer .



La Ligue de l'enseignement est un mouvement d'éducation populaire laïque. Engagée au travers de multiples activités culturelles, sportives, sociales... elle considère que la question du genre, de l'égalité entre femmes et hommes, est une question majeure dans la société actuelle. De façon quotidienne, nous travaillons à mettre en œuvre de

façon effective ce principe fondamental d'égalité. Pourtant, au sein même de l'Ecole, nous avons à faire face à des remises en cause sournoises et même directes. Même si elles émanent de milieux aussi minoritaires que sectaires, nous les prenons au sérieux. Aujourd'hui où le désarroi oral et philosophique accompagne les difficultés économiques et sociales, toutes les dérives sont possibles.. **Nous tenons donc à réaffirmer avec fermeté, avec tous les mouvements progressistes et républicains nos valeurs, en particulier grâce au texte « L'Ecole laïque remise en cause ? »**



En tant que mouvement d'éducation populaire, la Fédération Léo Lagrange a l'ambition, à travers chacune de ses actions, de développer l'esprit critique et les capacités à penser le monde. L'éducation à la sexualité est une composante de la construction de la personne et de l'éducation du citoyen. Aussi, elle doit être abordée sans tabou et sans stéréotypes. Dès 1962, la Fédération Léo Lagrange s'est montrée sensible à la question du planning familial. Influencée par Maurice Deixonne, son président de 1950 à 1972, la Fédération prend ainsi position sur le contrôle des naissances et « appuie et encourage ses militants à aider toute initiative sérieuse et désintéressée, tendant à développer le planning familial en France (motion « contrôle des naissances » votée lors du 6^e congrès de la FLL le 15 avril 1963). Encore aujourd'hui, le programme de lutte contre les discriminations « Démocratie & Courage ! », mis en place depuis 2002, combat les stéréotypes et les préjugés sexistes et homophobes avec sa journée d'intervention « Respect mutuel(le) ».

C'est donc tout naturellement que la Fédération s'est portée signataire du texte « L'école laïque remise en cause ? ».



Sans parler des réductions drastiques de postes et du recul de la formation des enseignants, la LDH constate que l'Ecole est confrontée à des offensives récurrentes du gouvernement pour supprimer ou diminuer tel enseignement (en particulier l'Histoire), ou pour orienter le contenu de tel autre. Récemment, on a assisté à des offensives répressives contre l'approche de genre, qualifiée à tort d'idéologie alors qu'il s'agit d'outils d'analyse utilisés désormais par beaucoup de disciplines scientifiques, et que les parlementaires ne sont pas habilités à se mêler des programmes scolaires. En outre, la LDH regrette qu'en matière d'éducation à la sexualité, l'Education nationale ne respecte pas les textes qu'elle a elle-même édictés et n'assure pas les heures de cours officiellement obligatoires. L'école est par essence un lieu où les jeunes doivent pouvoir acquérir des savoirs à partir desquels ils pourront construire leur autonomie, leur individualité, leur liberté et leur esprit critique. Il revient à tout gouvernement d'une République laïque de veiller à ce que ces acquisitions se fassent en dehors de toute pression, notamment à caractère religieux. L'initiative lancée par Le Planning Familial nous semble contribuer à affirmer ces principes ; **il est important qu'un maximum de forces se rassemble pour lui donner une large audience et la LDH entend y prendre toute sa place.**



Mouvement féministe et d'éducation populaire, Le Planning Familial milite depuis longtemps pour que filles et garçons, femmes et hommes aient accès à une réelle information sur l'ensemble des questions touchant aux sexualités et à l'égalité entre les femmes et les hommes. L'Ecole de la République ne peut être neutre, elle n'est pas « hors » la société mais participe de sa construction. C'est un lieu de vie qui vise acquisition des savoirs, développement des savoir être et apprentissage de la vie collective contribuant ainsi à la construction des adultes de demain, de la société de demain.

C'est pour cela que nous avons lancé ce texte « L'Ecole laïque remise en cause ? » et que nous vous invitons à le signer.